

sence a marqué profondément tous les travaux; la Conférence a accordé la plus haute priorité aux besoins de l'Afrique tropicale en matière d'enseignement. Dans ces conditions, il était inévitable que, des divers aspects du programme abondant et assez complexe de l'UNESCO, l'éducation retienne surtout l'attention de la Conférence.

Outre l'augmentation rapide du nombre des membres, du budget et des tâches, et la grande place accordée dans l'ordre du jour à l'aide à l'Afrique, particulièrement en matière d'éducation, la session a été marquée par le nombre exceptionnellement élevé de questions politiques qui demandaient à être étudiées. Il est devenu manifeste, peu après l'ouverture de la session, que les membres du bloc soviétique étaient décidés à élargir le champ des débats politiques, qui se limite généralement aux questions de la représentation chinoise, des pouvoirs de la délégation hongroise d'après 1956 et des relations de l'UNESCO avec les organisations du front communiste. Ainsi ont-ils introduit dans les travaux de la Conférence, avec divers degrés de succès, des discussions sur le colonialisme, le désarmement et la coexistence pacifique. Cette offensive s'est accompagnée d'une rude attaque contre l'administration et les travaux de l'Organisation, contenant de fréquentes insinuations d'un parti pris pour l'Ouest et des propositions tendant à réduire les dépenses et à réformer la structure. Les membres du bloc soviétique ont suggéré aussi que le directeur général soit remplacé par une autorité tripartite représentant les pays socialistes, les pays neutralistes et les pays du bloc militaire des puissances occidentales. De son côté, Cuba a tâché d'introduire dans le débat ses différends avec les États-Unis.

Telles sont les principales questions qui ont contribué à rendre mémorable la onzième session de l'UNESCO. Pendant quelques minutes, je me propose d'étudier quelques-unes de ces questions d'une façon plus détaillée, particulièrement celles qui pourraient intéresser spécialement la Commission nationale.

Éducation

Dans l'enseignement primaire et secondaire, l'expérience acquise depuis 1956 dans l'administration du projet majeur pour l'Amérique latine, ainsi que les constatations des réunions régionales tenues récemment en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient, ont fourni aux discussions une base solide. Elles ont révélé les mêmes besoins essentiels et les mêmes priorités pour l'action internationale. L'UNESCO aura ainsi pour rôle principal d'établir des programmes destinés à développer les régimes scolaires nationaux afin qu'ils soient administrés d'une façon réaliste et efficace, reliant l'expansion de l'enseignement aux plans de développement économique et social de chaque pays, et aidant à conserver les valeurs culturelles et morales particulière à chaque peuple.

Il a été reconnu que, dans le programme établi pour les deux années à venir, une priorité spéciale devrait être accordée à l'Afrique et à ses besoins pressants, surtout dans le domaine de l'enseignement secondaire. La délégation des États-Unis a exprimé un sentiment que partageaient de nombreuses délégations en